RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

- 10 -

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES FINANCES ET DES MOYENS GENERAUX -
DIRECTION DU BUDGET - Point d'étape sur la convention cadre entre la Ville de
Marseille et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône 2016-2019, sur ses
avenants consécutifs et approbation des projets éligibles à une demande de
réaffectation de subventions.**

21-37163-DB

- 0 -

Monsieur le Maire, sur la proposition de Monsieur l'Adjoint en charge des finances, des moyens généraux et des budgets participatifs, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

En 2016, le Conseil Départemental a adopté un accord de partenariat financier triennal de 2016 à 2019, à hauteur de 100 millions d'Euros, destiné à soutenir la politique d'investissement de la Ville de Marseille. En parallèle, le Conseil Municipal de la Ville de Marseille approuvait le principe de cette convention cadre par délibération n°16/0599/EFAG du 27 juin 2016.

Le 14 décembre 2018, le Conseil Départemental a adopté, lors de sa commission permanente, un avenant n°1 à la convention initiale portant sur une somme de 50 millions d'Euros. La Ville approuvait cet avenant n°1 par délibération n°19/0012/EFAG du 4 février 2019.

Le 27 juin 2019, le Conseil Départemental a adopté, lors de sa commission permanente, un avenant n°2 à la convention initiale portant sur une somme de 50 millions d'Euros. La Ville approuvait cet avenant n°2 par délibération n°19/0743/EFAG du 16 septembre 2019.

Au global, grâce à ce dispositif, 344 projets ont pu bénéficier de subventions en moyenne à hauteur de 70% dans des domaines aussi divers que le patrimoine et les équipements culturels, l'éducation et la jeunesse, les équipements sportifs de proximité, la sécurité des biens et des personnes, les acquisitions foncières, l'accessibilité des établissements recevant du public, les ravalements de façades. Chacun de ces projets a fait l'objet d'une convention de partenariat individualisée et doit être réalisé dans un délai de trois ans à compter de la date de validation par la commission permanente du Conseil Départemental. À ce jour, l'intégralité des projets retenus et validés par le Département dans le cadre de ce partenariat nous a été notifiée, étant précisé que les encaissements se réalisent au fur et à mesure de l'avancement des projets, dont l'achèvement doit intervenir au plus tard au 14 février 2023.

Toutefois, il peut arriver que les opérations soient annulées (opérations ayant obtenu un autre financement par ailleurs, ayant connu un début d'exécution antérieur à la date du dépôt du dossier de demande de subvention, ayant rencontré un problème technique sur l'exécution du chantier....) ou soldées mais présentant un solde positif lié à un écart entre l'estimation originelle et le coût réel de l'opération. Cela dégage un reliquat de 13,1 M d'Euros qu'il est proposé d'ajouter à la liste des projets financés dans le cadre de la convention et des avenants susmentionnés, étant précisé que le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône souhaite les solder avant d'envisager un nouveau partenariat. Ce dernier paraît incontournable puisque près de 145 M d'Euros de participations départementales supplémentaires sont d'ores et déjà sollicitées ou le seront prochainement afin de poursuivre le soutien par le Département à la politique d'investissement de la Ville de Marseille, qui sera actée dans le plan pluriannuel d'investissement soumis à l'approbation du Conseil Municipal en fin d'année 2021.

Municipal : À l'issue de cinq ans d'exécution de la convention originelle, il est proposé au Conseil

- de prendre acte, parmi les dossiers ayant obtenu des subventions (notifiées), des dossiers soldés (versements effectifs constatés) présentant un solde positif (annexe 1), ou annulés et reportés en dehors de la période de validité de la convention et de ses avenants (annexe 1 Bis),

- d'approuver la somme des restes à recevoir à réaffecter (reliquat de subventions consenties non utilisé) et de lister les dossiers qui seront proposés au Conseil Départemental (annexe 2) à cet effet.

Pour permettre de solder au plus vite cette convention et ses avenants 1 et 2, les projets réalisables sur une période inférieure à 3 ans sont privilégiés. Ces derniers, après validation du Conseil Municipal, seront soumis à l'approbation de la Commission Permanente du Département.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil Municipal de prendre la délibération ci-après :

**LE CONSEIL MUNICIPAL DE MARSEILLE
VU LE CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES
VU LA DELIBERATION N°16/0599/EFAG DU 27 JUIN 2016
VU LA DELIBERATION N°19/0012/EFAG DU 4 FEVRIER 2019
VU LA DELIBERATION N°19/0743/EFAG DU 16 SEPTEMBRE 2019
OUI LE RAPPORT CI-DESSUS**

DELIBERE

ARTICLE 1 Est pris acte du point d'étape ci-annexé (annexes 1 et 1 Bis) présentant la liste des opérations ayant obtenu une subvention du CD13 dans le cadre partenarial des conventions de financement susmentionnées, dont les dossiers sont soldés, annulés ou reportés en dehors de la période de validité de la convention et de ses avenants. Est approuvée la somme des restes à recevoir susceptible de réaffectation, soit un cumul de subventions de 13 145 659 Euros.

ARTICLE 2 Est approuvée la liste ci-annexée (annexe 2) des dossiers sur lesquels il sera proposé au Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône de réaffecter les crédits non utilisés dans le cadre de la convention initiale et de ses deux avenants.

ARTICLE 3 Monsieur le Maire ou son représentant est autorisé à solliciter ces aides financières auprès du Conseil Départemental et d'autres concours auprès de ses autres partenaires, pour les projets listés en annexe 2, conformément aux plans de financement décrits.

**Vu et présenté pour son enrôlement
à une séance du Conseil Municipal
MONSIEUR L'ADJOINT EN CHARGE DES
FINANCES, DES MOYENS GÉNÉRAUX ET DES
BUDGETS PARTICIPATIFS
Signé : Joël CANICAVE**